

Brochure n° 3300

Convention collective nationale

IDCC : 2128. – **MUTUALITÉ**

AVENANT N° 11 DU 20 SEPTEMBRE 2006
PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 10.2 *a* RELATIF
AUX CONGÉS EXCEPTIONNELS POUR ÉVÉNEMENTS FAMILIAUX

NOR : *ASET0651138M*

IDCC : *2128*

PRÉAMBULE

La convention collective nationale de la mutualité dispose en son article 10.2 que :

« Des congés payés exceptionnels de courte durée sont accordés sur justificatif, à l'occasion et au moment de certains événements (...) »

a) Événements familiaux : (...)

- mariage du salarié : 1 semaine calendaire ;
- décès du conjoint ou concubin : 3 jours ouvrés (...) »

La loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité prévoit, en son article 4, que les dispositions de l'article L. 226-1, 4^e alinéa, sont applicables aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité.

Cet article prévoit l'octroi de 2 jours de congés exceptionnels pour le décès d'un conjoint.

La convention collective prévoit, quant à elle, qu'en cas de décès de son conjoint ou de son concubin le salarié bénéficie de 3 jours ouvrés au titre des congés exceptionnels pour événements familiaux.

Au regard des dispositions de la loi du 15 novembre 1999, les parties signataires ont décidé de modifier la rédaction de la disposition susvisée.

Elles ont par ailleurs estimé que, dans le cadre d'un principe général d'égalité, il convenait d'étendre le bénéfice du congé pour mariage aux salariés se liant à leur partenaire par un pacte civil de solidarité.

Pour y parvenir, ils sont convenus des dispositions du présent avenant.

Article 1^{er}

L'alinéa 2 de l'article 10.2 *a* est ainsi modifié :

« – mariage du salarié ou conclusion par le salarié d'un pacte civil de solidarité : 1 semaine calendaire. »

Article 2

L'alinéa 3 de l'article 10.2 *a* est ainsi modifié :

« – décès du conjoint, du concubin, ou du partenaire lié par un pacte civil de solidarité au salarié : 3 jours ouvrés. »

Article 3

Le présent avenant prendra effet le 1^{er} novembre 2006. Il fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère de l'emploi et des affaires sociales. Il fera l'objet d'un dépôt à la direction départementale du travail, de la formation professionnelle et de l'emploi et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 20 septembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UGEM.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC ;

CGT.